

## LE TERRORISME EN ITALIE ET EN FRANCE

Questions de recherche

Marc Lazar

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2017/2 N° 134 | pages 37 à 50

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724635263

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2017-2-page-37.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Le terrorisme en Italie et en France

## Questions de recherche

Marc Lazar

**Les violents attentats qui ont récemment frappé la France, entre autres pays, ont suscité des comparaisons avec le terrorisme que connut l'Italie pendant les années 1970. Sans se livrer à un tel exercice de comparaison, Marc Lazar nous livre ici les réflexions que lui inspire sa connaissance de l'Italie des « années de plomb ». L'historiographie de cette période est aujourd'hui en plein renouvellement, du fait notamment de l'ouverture des archives. Les questions qui animent ses historiens et les méthodes que ceux-ci mettent en œuvre peuvent utilement nourrir la réflexion sur le terrorisme djihadiste contemporain.**

Les attentats qui ont touché la France depuis janvier 2015 ont suscité de multiples interprétations. Des observateurs, des experts, des chercheurs et des journalistes se sont parfois interrogés sur les éventuelles comparaisons à dresser avec ce qu'avait connu l'Italie durant les « années de plomb ». Ce qui n'est en rien inédit. Le 11 septembre 2001 a accru le développement des *terrorism studies* amorcé dès la fin des années 1970 et le début des années 1980. Désormais, la production scientifique principalement en langue anglaise est gigantesque. Un débat d'ampleur s'est même engagé entre les adeptes de la thèse d'un *new terrorism*, aux caractéristiques donc totalement originales, qui serait apparu avec Al-Qaïda, et ceux qui soulignent la persistance d'un *old terrorism*. De ce fait, le cas italien des années 1970

a suscité un regain d'intérêt. Et pour cause. Cette démocratie a connu un terrorisme d'envergure étendu sur une assez longue période, ce qui incitait à la confrontation avec les situations les plus contemporaines. Comme le démontre Giovanni Mario Ceci, l'Italie sert d'arguments aux deux camps : les partisans du *new terrorism* entendent montrer la différence irréductible entre les deux terrorismes, tandis qu'à l'inverse les défenseurs de la thèse de l'*old terrorism* soulignent les continuités d'une expérience à l'autre<sup>1</sup>. L'Italie est également érigée en exemple d'un pays qui a su défaire le terrorisme<sup>2</sup>. Ce débat sur l'appréciation du terrorisme rebondit maintenant avec une grande intensité en France, meurtrie par Daech.

La comparaison est un exercice à la fois périlleux et stimulant. Les historiens généralistes s'y adonnent en restituant le terrorisme dans une longue ou moyenne durée : quelles que soient leurs différentes problématiques et méthodologies, les uns et les autres s'efforcent ainsi de repérer les invariants et les changements de ce phénomène et, parfois, d'en proposer des typologies<sup>3</sup>. Nous nous contenterons, pour

(1) Giovanni Mario Ceci, *Il terrorismo italiano : storia du un dibattito*, Rome, Carocci, 2013, p. 293-309.

(2) Richard Drake, « Historical Lessons for Our Time. Italy's Response to the Challenge of Terrorism », *Tiempo Devorado. Revista de Historia Actual*, 1, avril 2016, p. 99-118.

(3) La production historique est considérable. On se contentera ici de citer les travaux en langue anglaise de Walter Laqueur, *The Age of Terrorism*, Boston, Little, Brown & Cie, 1987 ; *id.*, *A History of Terrorism*, New Brunswick, Transaction, 2001. Signalons également l'œuvre collective dirigée par le politiste David Rapoport, qui a distingué quatre vagues (anarchiste, anticolonialiste, de la nouvelle gauche et religieuse)

notre part, de livrer quelques brèves réflexions tirées de notre connaissance de l'Italie de la période concernée à laquelle nous nous intéressons depuis quelques années. Précisons d'emblée notre démarche en commençant par expliciter ce qu'elle ne prétend pas réaliser. Il ne s'agit pas de présenter un récit détaillé de l'Italie des années 1970 pour nous livrer parallèlement ou ensuite à une étude comparée et systématique de l'Italie des années 1970 et de la France d'aujourd'hui. Celle-ci supposerait une collaboration étroite avec un chercheur spécialiste du terrorisme djihadiste pour déployer la méthodologie des contrastes dramatiques, puisqu'*a priori* tout ou presque tout oppose l'Italie des années 1970 et la France du 21<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

On peut néanmoins tenter d'esquisser un premier tableau, rapide, superficiel, incomplet donc, des différences, des ressemblances ou encore d'éléments qui sont simultanément proches et opposés entre les deux situations. Dans la première rubrique, bien évidemment les contextes historiques mais aussi la consistance de l'imbrication entre la dimension internationale et les réalités nationales, le recours aux attentats suicides, les motivations et les formes de légitimation de l'action

terroriste (politiques et idéologiques en Italie, religieuses et politiques en France), ou encore le fait que la violence des années 1970 en Italie s'inscrivait en partie dans une tradition sociale et politique marquée par de fréquents recours à la violence qui est propre à ce pays, alors que celle des djihadistes représente une rupture nette dans l'histoire française. Dans la seconde, les pratiques violentes, les formes de soutien aux groupes terroristes, l'attitude de l'opinion publique. Dans la dernière, les modes d'organisation des terroristes ou encore l'action des pouvoirs publics. Par ailleurs, l'historien des « années de plomb » ne peut s'empêcher de constater que la vive polémique qui s'est instaurée dans les médias entre Gilles Kepel, qui parle de « radicalisation de l'Islam », et Olivier Roy, avec sa formule de « l'islamisation de la radicalité », évoque les controverses qui étaient apparues à chaud en Italie dans la presse ou dans les premières études de sciences sociales entre ceux qui insistaient sur la dimension politique et idéologique du terrorisme de l'ultra gauche, et ceux qui privilégiaient l'approche en termes de dynamiques sociales ou de cycles de protestation et de radicalisation<sup>2</sup>.

Pour cette contribution, nous avons préféré privilégier un autre angle d'approche. À l'instar du fameux détour cher à Georges Balandier, nous partirons de l'Italie non pour prétendre élucider notre présent mais pour adresser

de terrorisme selon des cycles de quarante ans : David Rapoport, *Terrorism : Critical Concepts in Political Science*, Aingdon-New York, Routledge, 2006, 4 vol. En français, voir par exemple Gilles Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris, Perrin, 2014 ; Henry Laurens et Mirelle Delmas-Marty (dir.), *Terrorisme : histoire et droit*, Paris, CNRS éditions, 2009 ; Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation : approches historiques*, Paris, Gallimard, 2016 ; Ami-Jacques Rapin, *Pour en finir avec le terrorisme : l'équivoque de la terreur, de la Révolution française aux attentats jibadistes*, Berne, Peter Lang, 2014.

(1) À propos de la méthode des contrastes dramatiques, voir Bertrand Badie, Guy Hermet, *La Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 46-47 ; Céline Thiriot, Marianne Marty et Emmanuel Nadal (dir.), *Penser la politique comparée : un état des savoirs théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala, 2004. Voir aussi Marcel Détienne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Éd. du Seuil, 2000 ; Olivier Remaud, Jean-Frédéric Schaub et Isabelle Thireau (dir.), *Faire des sciences sociales : comparer*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2012.

(2) Sur le débat au sein des islamologues français, voir Leyla Dakhli, « L'islamologie est un sport de combat », *La Revue du crieur*, 3, 2016, p. 4-17. Sur les interprétations du terrorisme italien, voir notamment G. M. Ceci, *Il terrorismo...*, *op. cit.* ; *Contemporanea*, « Violenza politica e anni Settanta », dossier dirigé par Emanuele Betta, 16 (4), octobre-décembre 2013, p. 613-644 ; « I terrorismi italiani degli anni '70 e '80 », dossier dirigé par Giovanni Gozzini et Carlo Fumiani, *Passato e Presente*, 34 (97), 2016, p. 27-57. En français, Isabelle Sommier, « Histoire inachevée : enjeux et limites des interprétations des "années de plomb" », in Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb : le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 133-146.

quelques questions à celui-ci<sup>1</sup>. En effet, notre hypothèse est que des pistes de recherche tracées à propos de l'Italie du 20<sup>e</sup> siècle présentent aussi, à condition de les recontextualiser, une certaine pertinence pour l'intelligence de ce qui se passe présentement en France et dans d'autres pays européens. Nous sommes d'autant plus enclins à procéder de la sorte que l'histoire de l'Italie des années 1970 connaît un remarquable essor ces dernières années. Les séminaires, les journées d'études et les colloques se multiplient, la production scientifique sous forme de thèses de doctorat, d'articles de revues académiques et de livres s'accroît considérablement grâce, entre autres, à une génération de jeunes chercheurs, à l'élaboration de questionnements inédits, à l'expérimentation de méthodologies originales, au dépouillement de fonds d'archives récemment accessibles et à l'ouverture continue de nouveaux chantiers d'investigation. Nous ne prétendons pas dresser un bilan exhaustif de cette véritable percée historique. Mais à partir de celle-ci, nous nous contentons, de manière volontairement partielle, de soulever quatre séries de questions de recherche qui, selon nous, se posent aussi bien pour l'Italie de la fin du 20<sup>e</sup> siècle que pour la France de ce millénaire<sup>2</sup>.

### Comment désigner ce qui se passe ?

C'est la question classique par excellence, difficile à aborder, surtout dans le contexte actuel, et encore plus à résoudre. Depuis plus d'un an et demi, et même auparavant, le gouvernement, l'État (la police, les services de renseignement, la justice), l'immense majorité des responsables politiques, les médias, la plupart

des chercheurs parlent en France presque quotidiennement de terrorisme sans trop s'interroger sur l'emploi de ce mot tant le niveau de violence déployée, le nombre de victimes et les traumatismes provoqués lui donnent une évidence indiscutable.

Pourtant, d'un point de vue scientifique, la définition du terrorisme, mot fourre-tout, se pose, et est à l'origine d'une gigantesque littérature dont il est impossible de rendre compte dans cet article et qui, jusqu'à une date récente, a surtout été le fait de sociologues et de politistes<sup>3</sup>. En France, certains d'entre eux, comme Didier Bigo et Isabelle Sommier, refusent d'utiliser ce substantif qui leur paraît trop galvaudé, imprécis, et soumis à des instrumentalisation politiques que, non sans ironie, l'historien américain Richard Drake avait déjà pointées en 1989 : « Évidemment, chaque gouvernement soumis à un attentat de l'intérieur va appeler ses ennemis terroristes, c'est-à-dire des individus qui emploient la violence de manière illégitime. Ces personnes désignées comme terroristes se verront, elles, toujours comme des patriotes contraints de recourir à la violence afin de faucher le très grand mal qu'ils appelleront le terrorisme d'État. Le caractère subjectif du terrorisme est son principal trait. En conséquence, le terrorisme est un peu comme la pornographie, chacun en propose sa propre interprétation de ce que chacun de ces deux termes signifie, mais personne n'est capable d'en fournir une définition universelle<sup>4</sup>. »

(3) Voir la mise au point de Ami-Jacques Rapin, « L'objet évanescence d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Les Cahiers du RMES*, 5 (1), été 2008, p. 165-214.

(4) « Obviously, any government establishment under physical attack from within is going to call its enemies terrorists, that is, individuals who employ violence illegitimately. These so-called terrorists will always view themselves as patriots forced to use violence to strike down a greater evil, which they will call state terrorism. The subjective character of terrorism is its chief trait. Terrorism, therefore, is much like pornography ; everyone develops a personal understanding of what these two terms mean, but no one can offer a universal definition. »

(1) Georges Balandier, *Le Détour : pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985.

(2) D'autres pistes de recherche pourraient être envisagées, par exemple sur la dimension internationale des deux terrorismes ou sur les formes de légitimation de ceux-ci et les références qu'ils mobilisent.

Pour ce qui concerne l'Italie, deux questions au moins se posent. Quelle réalité précise désigne-t-on avec le mot terrorisme ? Et quand exactement émerge la notion pour labelliser ce qui s'y déroulait ? Il n'est pas facile de répondre à la première demande. Car très souvent dans la production scientifique, historique en particulier, le mot de terrorisme est utilisé pour évoquer les violences de l'ensemble de la période sans préciser sa signification exacte. C'est au demeurant par réaction à l'usage intempestif du mot terrorisme par les *terrorism studies*, que l'une des meilleures spécialistes de ce sujet, la sociologue Donatella Della Porta, a renoncé à son tour à l'utiliser alors qu'elle l'avait employé dans ses premières recherches sur l'Italie et l'Allemagne. Elle préfère désormais recourir à la notion de violence politique en établissant des typologies en son sein<sup>1</sup>. Dans ses textes, Ami-Jacques Rapin distingue différentes formes de violence dans l'histoire et essaie également de proposer une définition plus pointue de la terreur et du terrorisme comme un acte visant à terroriser les cibles de celui-ci mais aussi tous ceux qui peuvent en ressentir l'impact, ce qui suppose selon lui d'intégrer dans l'enquête une forte dimension psychologique. Pour notre part, dans le cas spécifique de l'Italie, nous avons récemment suggéré de réserver l'usage de la notion de terrorisme au passage des acteurs à la clandestinité et à la pratique d'un niveau extrême de violence, consistant en l'occurrence à blesser et à tuer des personnes physiques, de manière délibérée, consciente, réfléchie, rationnelle et froide, afin de susciter la terreur

Richard Drake, *The Revolutionary Mystique and Terrorism in Contemporary Italy*, Bloomington, Indiana University Press, 1989, p. xiv. Voir Didier Bigo, « L'impossible cartographie du terrorisme », *Cultures & Conflits*, 25 février 2005, <http://conflits.revues.org/1149> (consulté le 14 août 2016) ; Isabelle Sommier, *Le Terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000.

(1) Donatella Della Porta, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

chez ceux qui étaient considérés comme des ennemis et plus généralement dans des fractions plus élargies de la société, sachant que ces dernières diffèrent selon que les auteurs étaient d'ultra droite ou d'ultra gauche<sup>2</sup>. Par ultra droite, nous désignons les diverses organisations armées, ayant souvent entretenu des rapports avec les services de renseignement italiens, que nous distinguons de l'extrême droite néofasciste du Mouvement social italien (MSI). Par ultra gauche, nous entendons les diverses organisations qui ont fait le choix de la lutte armée et nous les distinguons des organisations d'extrême gauche (la gauche extraparlamentaire, selon l'expression en usage en Italie). Ces distinctions sont idéals-typiques car, dans la réalité, les frontières entre extrême droite et ultra droite et entre extrême gauche et ultra gauche étaient poreuses.

Tuer en démocratie constitue le franchissement d'un seuil considérable qui, au demeurant, soulève d'autres questionnements pour la recherche sur lesquels nous reviendrons<sup>3</sup>. Le propos est certes contestable, mais il vise à identifier le moment de basculement irréversible et de radicalisation de la violence dans une société fondamentalement démocratique qui, en dépit de tous ses défauts et ses limites, allait non sans mal vers une pacification de ses mœurs politiques.

La seconde question est à l'origine d'un travail en cours non achevé à ce jour. Toutefois, on peut d'ores et déjà affirmer que ce n'est

(2) Marc Lazar, « Il terrorismo in Italia degli anni 70 : riflessioni e piste di ricerca », in Valentine Lomellini et Antonio Varsori (dir.), *L'Italia del terrorismo : percezioni e risposte all'eversione di Sinistra. Da una prospettiva locale ad uno sguardo internazionale*, Florence, Le Monnier, 2017. Nous nous opposons donc à l'argument d'Isabelle Sommier pour qui l'assassinat de personnalités politiques ou les attentats commis dans des lieux publics symbolisant le pouvoir sont des invariants de la violence politique et ne relèvent donc pas du terrorisme, (I. Sommier, *Le Terrorisme... op. cit.*, p. 109).

(3) Voir sur ce sujet Philippe Braud, « La violence politique : remarques et problèmes », *Cultures & Conflits*, 9-10, printemps-été 1993, p. 2-18.

qu'à partir de l'extrême fin de la seconde moitié des années 1970 qu'en Italie et hors d'Italie, mais à propos d'elle, s'impose la notion de terrorisme. Or le premier attentat meurtrier, celui de la Banque nationale de l'Agriculture à Milan, s'était produit le 12 décembre 1969, provoquant le décès de dix-sept personnes et une centaine de blessés : attribué dans un premier temps à des anarchistes, il avait en fait été perpétré par l'ultra droite. Le 17 mai 1972, le commissaire Luigi Calabresi était tué par un commando de Lotta Continua, alors la principale organisation d'extrême gauche italienne, qui le rendait responsable de la déféstration de l'anarchiste Giuseppe Pinelli arrêté juste après l'attentat de Milan. Le 16 avril 1973, un commando de Potere Operaio, une organisation d'extrême gauche qui en appelait régulièrement à la guerre civile, incendiait l'appartement du secrétaire de la section romaine de Primavalle du Movimento sociale italiano (Mouvement social italien, MSI), provoquant la mort de deux de ses fils. Le 28 mai 1974, à Brescia, explosait une bombe, là encore posée par l'ultra droite, lors d'une manifestation antifasciste (8 morts, 94 blessés). Le 17 juin 1974, un commando des Brigades rouges ayant investi un local du MSI à Padoue tuait deux militants de ce parti, ce qui, semble-t-il, n'était initialement pas prévu mais qui marqua le début du cycle de meurtres commis par cette organisation qui allait s'amplifier par la suite. Le 4 août 1974, une bombe d'ultra droite explosait dans le train *Italicus* provoquant 12 morts et 105 blessés. Par la suite, l'ultra droite engagea une série de meurtres ciblés. Ont contribué à la diffusion de l'emploi du mot terrorisme certains groupes, à l'instar de Potere Operaio, qui revendiquent de recourir à la terreur contre les patrons, l'État, les partis politiques, les médias, les intellectuels et les experts, même si, par la suite, nombre d'entre eux n'approuvèrent pas le recours systématique aux armes. En tout état

de cause, les groupes de l'ultra gauche préféreraient, eux, parler de lutte armée et réfutèrent toujours l'appellation de terroristes.

On notera par ailleurs que ce n'est qu'en 1978, après l'enlèvement d'Aldo Moro en mars, que la notion de terrorisme surgit dans un décret-loi visant à réprimer les actions des groupes armés, alors que le premier texte législatif de défense de l'ordre public en mai 1975, restreignant certaines libertés, la loi Reale du nom de son promoteur, le garde des Sceaux, membre du Parti républicain, Oronzo Reale, n'en faisait pas explicitement mention. En fait, dans un premier temps, les autorités gouvernementales, les partis politiques, les journalistes et les observateurs italiens appréhendaient difficilement les événements en cours et les auteurs des violences. Ainsi, par exemple, jusqu'en 1975-1976, eurent-ils le plus grand mal à situer les Brigades rouges : étaient-elles vraiment un groupe de gauche ou n'étaient-elles point un sigle utilisé par les fascistes pour semer la confusion et le désordre ? Cette incertitude et cette hésitation se retrouvent chez les journalistes et les diplomates français en poste dans la Péninsule<sup>1</sup>.

Les attentats commis en France à partir de janvier 2015 correspondent effectivement à une définition acceptable du terrorisme en tant que forme de violence extrême. En ayant conscience que notre propos pourrait apparaître scandaleux, et sans vouloir en aucun cas relativiser l'horreur semée par ces actes, on peut néanmoins suggérer qu'il serait un jour intéressant pour la recherche d'analyser pourquoi et comment la notion de terrorisme s'est si facilement répandue en France.

(1) Voir Tomy Darras, « La violence politique en Italie pendant "les années de plomb", de Piazza Fontana à la loi Reale (décembre 1969-mai 1975) : regards croisés de la presse et de la diplomatie françaises », mémoire de master d'histoire sous la direction de Gilles Richard, Université de Rennes-II/SciencesPo Rennes, 2016.

## Peut-on comparer les actions terroristes ?

Il faut toutefois prendre la mesure de ce dont nous parlons, et ce en partant d'une donnée spectaculaire. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et à ce jour, on compte en France 225 morts dus aux actions revendiquées par Daech<sup>1</sup>. En Italie, les chiffres des victimes des attentats de l'ultra droite et de l'ultra gauche varient encore aujourd'hui et de façon substantielle selon les sources. Ils vont de 362 morts entre 1969 et 1980 à un maximum de 491 décès entre 1969 et 1987<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, en dix-huit mois, la France compte donc entre 62 % du total des victimes italiennes en onze ans (fourchette basse) à 46 % (fourchette haute) en dix-huit ans. Cela donne une idée de l'intensité de la violence en cours sur le territoire français.

Au-delà de ces comptabilités morbides, il est important de bien préciser là encore le type de violence terroriste et le sens que nous donnons à ce mot. Dans le cas italien, le terrorisme d'ultra droite revêtait deux formes. D'un côté, il frappait à l'aveugle avec des bombes déposées dans des lieux publics (banque, trains, en plus de l'*Italicus*, il y eut celui de la gare de Bologne du 2 août 1980 qui fit 85 morts et 177 blessés). De l'autre, il visait la gauche à Brescia avec une bombe, il tuait, avec ses commandos, des militants d'extrême gauche et des représentants

(1) Calcul effectué à partir de [http://mobile.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2016/07/28/attentats-de-l-etat-islamique-la-barre-des-3-000-morts-a-ete----franchie\\_4975894\\_4355770.html?xtref=https://www.google.fr/](http://mobile.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2016/07/28/attentats-de-l-etat-islamique-la-barre-des-3-000-morts-a-ete----franchie_4975894_4355770.html?xtref=https://www.google.fr/) (consulté le 12 août 2016 et actualisé, une victime de l'attentat de Nice étant décédée après cette consultation).

(2) Pour le premier chiffre, voir Alessandro Silj, *Malpaese : criminalità, corruzione e politica in Italia della prima Repubblica, 1943-1994*, Rome, Donzelli, 1994, p. 113. Pour le deuxième, voir Carlo Fumian, « Gli anni dell'impunità », prefazione in Angelo Ventura, *Per una storia del terrorismo italiano*, Rome, Donzelli, 2010, p. xv, selon les sources du ministère de l'Intérieur. Pour comprendre, en partie, ces écarts, voir la mise au point de David Moss, *The Politics of Left Wing Violence in Italy, 1969-1985*, Basingstoke, Macmillan, 1989, p. 17-22. Une quantification indiscutable du nombre total des victimes reste à faire.

de l'ordre public comme il frappait les structures de l'État (mairies, préfectures, ministères). Les premiers attentats visaient à en attribuer la responsabilité à l'extrême gauche, voire au Parti communiste italien (PCI), principale force d'opposition, afin de faire accepter l'instauration d'un régime autoritaire. Ce que l'on a appelé « la stratégie de la tension » a bénéficié de complicités dans certains secteurs de l'appareil d'État. Les autres attentats correspondaient à un processus de radicalisation politique, qui passait par la confrontation avec l'extrême gauche, afin de contrôler la rue, les Universités, l'espace public en général, et avec l'État qui avait engagé des poursuites contre certaines organisations d'extrême droite. Toutefois, ainsi que l'a mis en lumière Guido Panvini, les organisations terroristes d'ultra droite, hors donc du MSI, et celles de l'ultra gauche, ne se sont jamais affrontées directement<sup>3</sup>. Elles convergeaient dans leur volonté de déstabiliser l'État pour ensuite se combattre.

De leur côté, les attentats de l'ultra gauche, commis au nom d'un idéal révolutionnaire dans une perspective insurrectionnelle d'affrontement avec l'État considéré comme oppresseur et d'exacerbation des luttes sociales, étaient ciblés : policiers, carabinieri, magistrats, militants fascistes, personnalités politiques de diverses obédiences (la plus spectaculaire opération ayant été celle de l'enlèvement par les Brigades rouges au cœur de Rome d'Aldo Moro le 16 mars 1978 et son exécution après cinquante-cinq jours de détention), mais aussi journalistes, professeurs, syndicalistes de toutes sensibilités politiques, y compris des socialistes et des communistes, qui avaient

(3) Voir entre autres Guido Panvini, *Ordine nero, guerriglia rossa*, Turin, Einaudi, 2009 ; *id.*, « Terrorisme noir, terrorisme rouge durant les années de plomb : la guerre n'aura pas lieu », in M. Lazar et M.-A. Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, op. cit., p. 50-63.

condamné leurs actions ou dénoncé leurs auteurs. Précisons qu'au total, les deux terrorismes firent plus ou moins le même nombre de victimes, celui de l'ultra droite étant plus meurtrier que celui de l'ultra gauche dans les premières années, le rapport s'inversant à partir de la fin des années 1970.

Le terrorisme de Daech a ses singularités. Par exemple, ses attaques sont manifestement ordonnées depuis l'étranger, elles frappent la France et l'Europe et recourent à des attentats suicides, importation directe sur notre continent de ce qui se pratique régulièrement dans d'autres zones du monde, notamment au Moyen-Orient, et qui relève d'une forme de nihilisme mortifère sans équivalent dans l'Italie des années 1970 et 1980<sup>1</sup>. Toutefois, sans pour autant se faire sauter afin de tuer autour d'eux, les militants fascistes, fidèles à la tradition de ce courant politique symbolisée par le fameux « Viva la muerte » des franquistes espagnols, affichaient haut et fort leur acceptation du sacrifice au terme de leurs actions violentes. Ainsi, Valerio Fioravanti, leader des Nuclei Armati Rivoluzionari (Noyaux armés révolutionnaires, NAR), déclarait : « Si je devais mourir dans la bataille, cela serait ma plus grande joie. Je ne veux ni des gens en deuil, ni des prêtres autour, mais des chants et des bals<sup>2</sup>. » Toutefois, des points de similitude peuvent être repérés avec ce qui se

produisait dans la Péninsule. Le terrorisme djihadiste combine lui aussi des actions ciblées (contre *Charlie Hebdo*, contre les juifs de l'Hyper-Cacher, contre un prêtre à Saint-Étienne-du-Rouvray) et des actions aveugles (comme à Paris en novembre 2015 et à Nice le 14 juillet 2016). Il correspond, à en croire les analyses des experts qui se retrouvent sur ce point (on pense, entre autres, à Gilles Kepel, Jean-Pierre Filiu, Olivier Roy et François Burgat), à une stratégie politique visant à déclencher une guerre civile qui opposerait les non-musulmans aux musulmans. Or, en Italie aussi, la guerre civile était l'objectif affiché par les groupes terroristes. Enfin, toutes les actions terroristes font passer un message, bien plus, comme le dit Ami-Jacques Rapin, elles sont un message. Elles élaborent un spectacle mortifère et épouvantable, conçu pour frapper les esprits par le choc des images et le poids des mots. La mise en scène des actes terroristes est donc fondamentale, tout comme la communication autour de ceux-ci. C'était particulièrement vrai à l'époque avec les Brigades rouges. C'est également l'une des caractéristiques majeures de Daech, amplifiée par la mondialisation de la télévision comme des réseaux sociaux et une maîtrise exceptionnelle des techniques filmographiques les plus modernes<sup>3</sup>.

Mais là encore, dans la perspective qui est la nôtre, plusieurs questions de recherche, d'inspiration anthropologique, actuellement posées pour l'élucidation de l'Italie des années 1970 peuvent être soulevées pour le présent. Quels sont les processus de radicalisation en cours<sup>4</sup> ? Comment en arrive-t-on à décider de froidement tuer dans des sociétés pacifiées ?

(1) On se contentera de citer dans une énorme bibliographie : Jean-Pierre Filiu, *L'Apocalypse dans l'Islam*, Paris, Fayard, 2008 ; Diego Gambetta (dir.), *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005 ; Gilles Kepel, *Terreur et martyre : relever le défi de la civilisation*, Paris, Flammarion, 2008 ; Farhad Khosrokhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2002 ; Olivier Roy, *Le Djihad et la Mort*, Paris, Éd. du Seuil, 2016.

(2) Valerio Fioravanti in Giovanni Bianconi, *A mano armata : vita violenta di Giusva Fioravanti*, Milan, Baldini e Castoldi, 1992, Milan, p. 19 cité par Giacomo Loperfido, « Spontanéisme armé et les formes culturelles de la radicalisation », thèse d'anthropologie sous la direction d'Enrico Giannetto, Bruno Riccio et Jonathan Fredman, Paris/Bergame, EHESS/Université de Bergame, 2011, p. 14.

(3) Jean-Louis Comolli, *Daech, le cinéma et la mort*, Paris, Verdier, 2016.

(4) Voir à ce propos les observations et analyses stimulantes dans le petit ouvrage de Bilel Ainine, Xavier Crettiez, Frédéric Gros et Thomas Lindemann, *Radicalisation : processus ou basculement ?*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016. Jean-Pierre Filiu parle, lui, de « conversion » (Jean-Pierre Filiu, « L'auteur de



Comment glisse-t-on progressivement ou brutalement vers l'accomplissement de cet acte de violence ultime ? Par conviction politique ou croyance religieuse ou encore par un mélange des deux ? Par fanatisme ? Par haine et culte de la haine ? Par choix rationnel découlant d'une stratégie parfaitement assimilée par les auteurs des attentats ? Comment décide-t-on du type d'attentat, de la manière de l'organiser, de la façon de tuer, des cibles, des objectifs qu'on lui assigne<sup>1</sup> ? Nombre d'ex-brigadistes ont expliqué qu'ils ne tuaient pas des personnes mais des symboles (« si tu le [ton ennemi] vois comme être humain, tu ne peux plus le tuer », témoigne par exemple Valerio Morucci, qui joua un rôle fondamental dans l'enlèvement et la séquestration d'Aldo Moro<sup>2</sup>) : la dépersonnalisation et la déshumanisation de la future victime permettait donc de l'abattre, un point de vue retenu par plusieurs chercheurs<sup>3</sup>. À dire vrai, ce n'est pas nouveau. Comme l'écrit Rapin à propos des anarchistes du 19<sup>e</sup> siècle, c'est la « haine de classe qui motivait le choix de la cible uniquement en fonction du groupe social auquel appartenaient les victimes. Pour le jeune anarchiste [Émile Henry, l'auteur de l'attentat du café Terminus de la gare Saint-Lazare à Paris le 12 février 1894], les clients du café n'étaient pas d'innocentes victimes qu'il

sacrifiait cyniquement dans un plus vaste dessein. Ils étaient foncièrement coupables ; tout d'abord d'appartenir à une classe jouisseuse avec laquelle les anarchistes étaient en guerre et ensuite d'approuver la politique répressive des autorités<sup>4</sup> ». Reste toutefois à déterminer la signification de cette déshumanisation. Relève-t-elle d'un passage à l'acte meurtrier dénué de sens, quasi irrationnel ? Ou à l'inverse résulte-t-elle de la logique rationnelle et implacable de la stratégie de l'organisation d'appartenance ?

Or justement, en dépit des grandes différences entre, par exemple, les groupes de l'ultra gauche italienne, eux-mêmes structurés selon des modalités variables (les Brigades rouges léninistes, centralisées du moins en apparence, n'étaient pas organisées comme Prima Linea par exemple, sans même évoquer la pléiade de groupuscules à l'existence parfois éphémère mais à l'activité sanglante), et les réseaux disparates de Daech, un point commun émerge, celui du choix de la clandestinité et de ses effets. Ce choix découle d'une volonté politique et d'un dessein stratégique. Mais, très classiquement, la clandestinité contribue aussi, et pour beaucoup, à ce processus de radicalisation, qui porte au passage à l'acte mortel du fait de la coupure avec le reste de la société qu'elle induit et de l'engagement total qu'elle implique au sein du groupe. Isabelle Sommier insiste à juste raison sur l'intérêt d'études psychosociales pour l'intelligence des dynamiques de la clandestinité<sup>5</sup> : une observation valable, selon nous, aussi bien pour l'Italie des années de plomb que pour la France d'aujourd'hui, qui suppose encore nombre d'investigations, tout comme celles concernant la sociologie des groupes terroristes.

l'attaque de Nice s'est converti au jihadisme, pas à l'Islam », *Le Monde*, 18 juillet 2016).

(1) Voir Ami-Jacques Rapin, *Morphologie de l'attentat : essai sur les violences clandestines*, mis en ligne sur Kindle en 2016. Nous remercions M. Rapin de nous avoir communiqué ce texte.

(2) Giorgio Galli, *Piombo rosso : la storia completa della lotta armata in Italia dal 1979 a oggi*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 2004, p. 394.

(3) Par exemple Alessandro Orsini, *Anatomia delle Brigate Rosse: le radici ideologiche del terrorismo rivoluzionario*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2009, p. 99-103 ; *id.*, « Poverty, Ideology and Terrorism: The STAM Bond », *Studies in Conflict & Terrorism*, 35-10, 2012, p. 665-692 ; Angelo Ventrone, « L'assalto al cielo : le radici della violenza politica », in Gabriele De Rosa et Giancarlo Monino (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni Settanta : sistema politico e istituzioni*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003, vol. 4, p. 182-201, p. 192.

(4) A.-J. Rapin, *Pour en finir avec le terrorisme*, *op. cit.*, p. 91-92.

(5) I. Sommier, *Le Terrorisme...*, *op. cit.*, p. 114-115 ; A. Orsini, *Anatomia delle Brigate Rosse...*, *op. cit.*

## Quelle histoire sociale du terrorisme ?

L'un des chantiers de recherche actuellement ouvert pour l'Italie est celui de l'histoire sociale du terrorisme. Par histoire sociale, nous entendons l'analyse de la composition sociologique des membres des groupes armés et de leurs sociabilités, très difficile à réaliser pour d'évidentes questions de sources, l'étude des soutiens dont ils ont pu bénéficier pour l'Italie, ou dont ils jouissent de nos jours en France, et les effets des actions terroristes dans l'opinion publique, en particulier autour du phénomène de la peur. Mais aussi, dans une perspective macro-historique, l'explication sociétale des phénomènes terroristes, afin de pouvoir répondre à une question essentielle : qu'est-ce qui dans la société italienne hier, et aujourd'hui dans la société française peut rendre compte de l'essor endogène du terrorisme ? Nous n'aborderons pas ici ce dernier point, fondamental, qui en Italie a donné lieu à une vaste littérature et qui existe aussi en France. Mais nous évoquerons les autres éléments, toujours avec l'idée de formuler des questions pour le présent à partir des recherches sur le passé de l'ultra gauche italienne. En effet, nous disposons de données sur les groupes armés de ce courant-là, tandis que ceux de l'ultra droite restent encore quasi *terra incognita* malgré quelques progrès récents dus à des chercheurs, au travail de la magistrature, à l'activité des associations de victimes du terrorisme noir et de Benedetta Tobagi, qui ont permis de mettre à la disposition de la recherche une grande quantité de documentation jusqu'ici quasi inaccessible<sup>1</sup>.

(1) Sur le terrorisme de l'ultra droite, voir Mirco Dondi, *L'eco del boato: storia della strategia della tensione 1965-1974*, Rome-Bari, Laterza, 2015 ; Franco Ferraresi, *Minacce alla democrazia: la Destra radicale e la strategia della tensione in Italia nel dopoguerra*, Milan, Feltrinelli, 1995 ; G. Loperfido, *Spontanéisme armé...*, op. cit. ; G. Panvini, *Ordine nero...*, op. cit. ; id., « Terrorisme noir et terrorisme rouge durant les années de plomb : la guerre n'aura pas lieu », in M. Lazar et M.-A. Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, op. cit.,

Contrairement à ce qu'a affirmé le philosophe Yves Michaud, dans un entretien au *Monde*, les Brigades rouges n'étaient nullement « de toutes petites bandes » qui n'auraient « jamais trouvé de relais dans un vrai vivier populaire », à la différence, selon lui, des djihadistes qui ont des appuis « parmi des citoyens européens d'origine immigrée » et auprès « des bandes de cités »<sup>2</sup>. Au contraire, la grande particularité du terrorisme d'ultra gauche en Italie tient précisément à son enracinement dans diverses catégories sociales, étudiants, ouvriers, puis à partir de l'année 1977, auprès de jeunes précaires, marginaux ou chômeurs et, à la fin de sa parabole, au début des années 1980, dans des milieux proches de la petite délinquance et la criminalité, notamment dans le Sud du pays. Isabelle Sommier, reprenant la recherche de la sociologue Donatella Della Porta, rappelle que 40 % des militants des organisations armées étaient des ouvriers ; une autre enquête sur un échantillon plus important estime à 16 % la proportion d'ouvriers parmi les militants de quarante-sept organisations armées d'ultra gauche, équivalente à celle des étudiants, tandis que le pourcentage des employés serait légèrement supérieur à 7 %<sup>3</sup>. La même chercheuse, à partir de

p. 50-63 ; Pauline Picco, « Théoriser la violence politique à l'extrême droite », *Storicamente.org*, 10, 2014 ; id., *Liaisons dangereuses : les extrêmes droites en France et en Italie (1969-1984)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. Benedetta Tobagi est journaliste et fille de Walter Tobagi, journaliste assassiné par un commando d'ultra gauche le 28 mai 1980 à Milan. Mieux connaître ce terrorisme-là constitue désormais l'un des chantiers prioritaires de la recherche historique sur cette période.

(2) Yves Michaud, « L'escalade de la violence », propos recueillis par Catherine Vincent, *Le Monde*, 23 juillet 2016.

(3) I. Sommier, *Le Terrorisme*, op. cit., p. 82. Le travail de Donatella Della Porta, *Il terrorismo in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1990, p. 144-145, est fondé sur des sources judiciaires et porte sur 450 individus pour lesquels elle disposait de ces informations. L'autre enquête a été menée par le *Progetto Memoria* de *Sensibili alle Foglie*, une coopérative éditoriale et de recherche fondée en 1990 par des ex-dirigeants des Brigades rouges. Elle a recueilli des informations sociologiques de 2 782 militants sur un total de 4 087 individus :

ses propres travaux et ceux d'autres sociologues ou experts, rappelle l'importance des réseaux de sociabilité et des amitiés de petits groupes qui facilitaient le basculement vers la clandestinité d'une partie de ceux qui faisaient partie de la mouvance radicale présente dans nombre de grandes villes de la Péninsule ; celle-ci formait une zone grise, exprimant de l'empathie voire de la sympathie envers les terroristes et la violence<sup>1</sup>. Ces derniers temps, les historiens ont investi à leur tour cet objet d'étude en dépouillant les archives publiques, notamment celles des préfets, de la magistrature, mais aussi celles des partis, dont les plus intéressantes s'avèrent celles du Parti communiste italien, lequel s'inquiète à partir de 1974 de l'implantation sociale des organisations armées de l'ultra gauche et cherche à la cerner grâce à des enquêtes précises menées dans ses fédérations. Beaucoup de travail reste à faire pour reconstituer les « matrices » sociales d'adhésion à ces groupes, les « pentes communautaires » qui permettaient des rencontres avec eux, les passages à la clandestinité ou encore la spirale ascendante vers un usage sans cesse plus dur de la violence<sup>2</sup>, ainsi que pour élucider les raisons enracinées souvent dans une histoire longue du communisme, de la politique italienne ou encore d'un rapport compliqué des Italiens à l'État.

Il faut aussi reconstituer les conjonctures, favorables, ou défavorables, à ces relations à l'instar de la recherche de Luca Falcicola, qui a montré comment entre octobre 1977 et janvier 1979 tout un milieu social fort radicalisé s'est progressivement détaché des groupes

terroristes en rejetant quatre de leurs actions meurtrières qui lui ont paru démesurées et injustes<sup>3</sup>. Ce décrochage s'explique également par l'action du Parti communiste italien et des syndicats, à l'époque extrêmement puissants. Dans un premier temps, de 1969 à 1974, le Parti communiste italien était obnubilé par les groupes fascistes, ceux de l'ultra droite, et s'inquiétait d'un risque de coup d'État. De ce fait, comme on l'a déjà mentionné, au début des actions des Brigades rouges, les communistes se demandaient si celles-ci provenaient vraiment de la gauche ou si elles n'étaient pas plutôt une simple étiquette utilisée par l'ultra droite pour déstabiliser encore plus le pays. Puis le Parti communiste italien parla, à propos des groupes d'ultra gauche, de « *compagniche sbagliano* » (camarades qui se trompent). Enfin, en 1974-1975, et surtout à partir de 1977, il engagea un combat frontal contre eux en recourant à des notions liées au fascisme pour qualifier leurs actions, par exemple, avec l'usage du mot de *squadrismo*, terme qui désignait le phénomène des bandes armées fascistes dans les années 1920. Il les dénonça, collabora avec l'appareil étatique, d'autant qu'il soutenait les gouvernements de solidarité nationale de la Démocratie chrétienne, et s'évertua à assécher le vivier de recrutement des groupes terroristes d'ultra gauche<sup>4</sup>.

Pour les réactions de l'opinion, la recherche s'oriente entre autres sur le retentissement du terrorisme très variable selon les villes et les régions, qui n'étaient pas toutes touchées de la même façon. Dans les archives du Parti

Progetto Memoria, *La mappa perduta*, Rome, Sensibili alle foglie, 1994, p. 487. Nous remercions Lorenzo De Sabbata d'avoir attiré notre attention sur ce point.

(1) I. Sommier, « Histoire inachevée », *op. cit.*, p. 144-145.

(2) Nous empruntons les notions de « matrices » et de « pentes communautaires » à l'étude classique de Jean-Paul Molinari, *Les Ouvriers communistes*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991, à propos de l'implantation ouvrière du Parti communiste français (PCF).

(3) Luca Falcicola, « From Legitimation to Rejection of Violence : The Shifting Stance of the Radical Milieu in Italy during the 1970s », in Lorenzo Bosi, Niall Ó Dochartaigh et Daniela Pisanu (dir.), *Political Violence in Context : Time, Space and Milieu*, Colchester, ECPR Press, 2015, p. 253-276.

(4) Nous nous permettons de renvoyer à Marc Lazar, « Les années de plomb : une guerre civile ? », in M. Lazar et M.-A. Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb*, *op. cit.*, p. 147-163.

communiste italien, on repère le sentiment de peur qui touche une partie de la société ; nombre de récits autobiographiques de multiples protagonistes de l'époque l'évoquent. La peur est d'ailleurs l'objet de recherches en cours<sup>1</sup>. Elisa Gerardis a étudié les effets de la violence politique sur la vie quotidienne dans certains quartiers de Rome en 1977. Ainsi, les commerçants s'alarmaient-ils auprès du préfet de la baisse de leurs chiffres d'affaires et de la désaffection des touristes : cela fait écho à ce qui se passe en France, avec, par exemple, une diminution notable du tourisme en région parisienne (-6,4 % au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre de 2015) et plus généralement en France (-7 % de touristes sur les neuf premiers mois de 2016 par rapport à l'an passé)<sup>2</sup>. Dans les sondages réalisés après les attentats de Paris et de Nice, les Français disent ne pas avoir peur. Ils réclament cependant davantage de sécurité et sont prêts à renoncer à leurs libertés pour disposer de plus de protection<sup>3</sup>. À cet égard, l'impact du terrorisme sur la vie sociale mais aussi en politique reste à déterminer en Italie comme en France (où l'on risque d'en prendre la mesure lors de la prochaine élection présidentielle de 2017).

Cette dynamique de la recherche est aussi à l'œuvre en France. Une fois accomplie, elle permettra de mettre en lumière les différences

ainsi que les points communs de cette histoire sociale du terrorisme. Il s'agirait d'analyser les divers profils de ceux qui rejoignent les filiales terroristes, de reconstituer par le menu leurs sociabilités qui existaient auparavant entre ces protagonistes, de pénétrer la zone grise de l'empathie et de la sympathie dans certains milieux des banlieues et des salafistes ou encore d'observer les conséquences de certains attentats, ceux de Paris et de Nice notamment (un tiers des victimes étaient des musulmans) sur ces mêmes populations ; à cet égard, la manifestation fort républicaine de Mantes-la-Jolie, le 19 juin 2016, convoquée par un collectif de mosquées mantoises pour exprimer la solidarité des « Français de confession musulmane » à la police après l'assassinat le 13 juin, à leur domicile de Magnanville, de deux représentants des forces de l'ordre par un homme se réclamant de Daech, a peut-être marqué un tournant important<sup>4</sup>.

### Quelle politique de l'État ?

La politique de l'État italien à l'égard du terrorisme constitue encore un sujet de polémiques politiques et mémorielles et de controverses scientifiques. Ainsi, les membres de l'ultra gauche ou même les sympathisants de l'extrême gauche accusent l'État d'avoir engagé, dès le début de la contestation, une répression disproportionnée, accompagnée parfois de moments d'étrange laxisme (ce qui a alimenté nombre de soupçons), qui aurait accru le processus de radicalisation et contribué ainsi à l'extension de la violence. Ils mettent aussi en cause la partialité d'un État davantage engagé dans les poursuites contre la gauche en général que contre l'ultra droite, ce qui est incontestable.

(4) Voir Florence Aubenas, « À Mantes-la-Jolie, des milliers de "musulmans ordinaires" défilent contre "la barbarie" », *Le Monde.fr*, 19 juin 2016. La journaliste rapporte que cette manifestation a rassemblé 2 500 personnes selon la police, 4 000 selon les organisateurs.

(1) Voir Grégoire Le Quang, « Les années de plomb en Italie : la peur, miroir de la violence politique », *Storicamente.org*, 10, 2014. Henry Laurens écrit : « En analysant le phénomène du terrorisme, nous nous inscrivons dans une histoire de la peur » (H. Laurens et M. Delmas-Marty (dir.), *Terrorisme*, *op. cit.*, p. 330).

(2) Elisa Gerardis, « Roma negli anni di piombo : la lotta armata del 1977. Luoghi, avvenimenti e personaggi », thèse de doctorat, Rome, LUISS Università, 2011, 167 p. Statistiques du tourisme en région parisienne fournies par le Comité régional du tourisme en Île-de-France. Pour la France, Christophe Alix, « Un passage à vide et des failles structurelles », *Libération*, 31 octobre-1<sup>er</sup> novembre 2016.

(3) Voir Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *2015, année terroriste*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016 ; « Juillet 2016, l'été terroriste », *IFOP Focus*, 141, août 2016.

Leurs opposants arguent que la responsabilité des affrontements est fondamentalement due à l'idéologie de l'ultra gauche et que l'État est toujours resté dans la limite de l'État de droit, ne recourant jamais par exemple à des juridictions d'exception. Ces polémiques ne sont pas qu'italo-italiennes ; elles se prolongent en France où, à l'époque, tout un secteur de l'opinion a estimé (et souvent continue d'estimer de nos jours) que l'Italie avait restreint les libertés et déployé une trop forte répression. Cela a nourri et continue de nos jours à alimenter de récurrents malentendus franco-italiens.

Les historiens s'emparent actuellement de ce sujet, du fait de l'ouverture des archives. Des travaux récents ont fortement nuancé la représentation d'un État uniquement répressif et explorent l'attitude des partis de gouvernement<sup>1</sup>. Une thèse de doctorat en histoire est en cours sur la législation antisubversive. Mais notre propos, répétons-le, n'est pas de dresser un bilan historiographique. Il entend contribuer à élaborer des questions sur notre présent à partir de l'expérience historique italienne.

La répression a été ferme, voire rude, souvent même brutale, avec, par exemple, la création par décret ministériel en mai 1977 de « prisons spéciales » aux conditions de détention extrêmement dures réservées aux militants considérés comme les plus dangereux. On recense de nombreux cas de tortures contre les militants des Brigades rouges<sup>2</sup>. La répression s'est ainsi indéniablement traduite par une restriction des libertés, fut-elle relativement maîtrisée.

(1) Voir, par exemple, Luca Falciola, « Gli apparati di polizia di fronte al movimento del 1977 : organizzazione e dinamiche interne », *Ricerche di storia politica*, 2, 2013, p. 161-182 ; Ermanno Taviani, « PCI, estremismo di sinistra e terrorismo », in Gabriele De Rosa Giancarlo Monina (dir.), *L'Italia repubblicana nella crisi degli anni settanta*, vol. 4 : *Sistema politico e istituzioni*, Soveria Mannelli, Rubbettino, p. 235-275 ; Chiara Zampieri, *Socialisti e terroristi, 1978-1982. La lotta armata e il PSI: indagini e testimoni*, Promedio, L'Ornitorinco, 2013.

(2) Monica Galfré, *La guerra è finita : l'Italia e l'uscita del terrorismo, 1980-1987*, Bari-Rome, Laterza, 2014.

Néanmoins, l'État, soucieux d'éviter le piège de la guerre civile que lui tendaient les groupes armés, a parallèlement développé une politique de dissociés et de repentis, expérimentée aussi face à la criminalité organisée. Celle-ci repose sur une expertise judiciaire construite peu à peu par des magistrats et renvoyant peut-être à une culture politique marquée par l'emprise du christianisme, du pardon et de la médiation<sup>3</sup>. Les repentis ou collaborateurs de justice reconnaissent avoir commis des délits, réfutent la violence comme méthode de lutte politique et donnent des informations contre des remises de peine importante et une protection de l'État. Les dissociés reconnaissent les délits commis et renoncent à leurs activités délictueuses contre des remises de peine. Cette politique, qui s'est avérée très efficace, est dénoncée jusqu'à nos jours par ceux qui en furent les victimes. Or, en France, le gouvernement et la plupart des responsables politiques considèrent que nous sommes désormais en guerre, ce qui justifie de leur point de vue l'état d'urgence. Cela ne manque pas, d'ailleurs, de susciter des polémiques avec des juristes et diverses associations qui s'inquiètent pour les libertés et dénoncent ce climat de peur<sup>4</sup>. Bien évidemment, le niveau extrêmement élevé de la violence et le lien avec

(3) Le phénomène des repentis et des dissociés a suscité et suscite encore de vives controverses en Italie. Voir Gian Carlo Caselli, *Le due guerre : perché l'Italia ha sconfitto il terrorismo e non la mafia*, Milan, Melampo, 2009 ; M. Galfré, *La guerra è finita...*, *op. cit.* Sur l'expertise de la magistrature, voir Antoine Vauchez, *L'Institution judiciaire remotivée : le processus d'institutionnalisation d'une « nouvelle justice » en Italie (1960-2000)*, Paris, LGDJ, 2004. Notons que le débat sur l'attitude de l'État face au terrorisme a resurgi dans les médias italiens depuis un an, à la suite des attentats en France.

(4) Voir, par exemple, Olivier Beaud et Cécile Guérin-Bargues, *L'État d'urgence : étude constitutionnelle, historique et critique*, Paris, LGDJ, 2016 ; Paul Cassia, *Contre l'état d'urgence*, Paris, Dalloz, 2016 ; Antoine Garapon et Michel Rosenfeld, *Démocraties sous stress : les défis du terrorisme global*, Paris, PUF, 2016. Voir aussi « Refusons la nouvelle justice terroriste d'exception ! », manifeste d'avocats, *Le Monde*, 7 janvier 2017 ; « Non à la pérennisation de l'état d'urgence », *Le Monde*, 18 janvier 2017.

l'action mondiale de Daech constituent une différence essentielle avec le cas italien. En même temps, ceux-ci appellent à une réflexion approfondie. Quelle que soit l'opinion que chacun d'entre nous a sur ce point, ce consensus politique relativement fort soulève au moins trois grandes questions de recherche que nous nous contentons ici d'énoncer. Qu'est-ce que cette affirmation de la France en guerre révèle de la construction historique de notre État et de notre culture politique républicaine ? Renvoie-t-elle à la conception et aux pratiques d'un État fort, par opposition, par exemple, à un État supposé faible (celui de l'Italie), qui aurait été enclin à jouer à la fois de la force et de la ruse ? Vanessa Ciodaccioni rappelle à juste raison qu'il existe en France « une tradition du recours à la justice d'exception<sup>1</sup> ». La justice adopte une attitude particulièrement ferme à ce sujet. À une question sur les repentis à propos des terroristes islamistes, le procureur de Paris a répondu : « C'est quelque chose qu'on pourrait développer mais ce n'est pas dans la culture française<sup>2</sup>. » Tandis qu'un autre magistrat à propos des djihadistes français qui exprimaient leur désir de revenir en France expliquait à la fin du mois de novembre 2016 : « On pouvait entendre les arguments de certains déçus du djihad il y a quelques mois. Ceux qui rentrent aujourd'hui le font pour des raisons clairement opportunistes face à la dégradation de la situation militaire. On part donc du principe qu'ils ne sont pas sincères<sup>3</sup>. » Enfin, peut-on mesurer les effets de l'usage de l'expression

de guerre ? Sur ce dernier point, Jenny Raflik, à l'issue de son ample étude historique et comparée, dresse ce constat : « L'analyse montre que, depuis la vague des attentats anarchistes du 19<sup>e</sup> siècle, les démocraties semblent mieux faire face au terrorisme que les régimes autoritaires. Les mécanismes de contrôle interne, ajoutés à la souplesse dont elles savent faire preuve dans leurs réactions, leur ont permis de résister au terrorisme au cours des deux derniers siècles, ainsi que, progressivement, mieux encadrer juridiquement un arsenal de mesures d'"exception" d'ancienne tradition. Loin de tomber dans le piège terroriste, elles ont généralement su y répondre en demeurant elles-mêmes, jusqu'à ce que le principe de "la guerre contre le terrorisme" vienne ajouter un élément de confusion<sup>4</sup>. » Ce point de vue est partagé par Heinz Gerhard Haupt qui écrit : « L'analyse concrète des conditions spécifiques qui ont mené à un acte violent [...] peut contribuer à contrecarrer toute généralisation hâtive de la situation et toute dramatisation de celle-ci en utilisant des termes comme "guerre" ou en construisant "un conflit de civilisation"<sup>5</sup>. » Ces observations et conclusions rejoignent celles de nombre de chercheurs en *terrorism studies*, suscitant une rude controverse avec le chef du gouvernement, Manuel Valls. De même, la déclaration de celui-ci du 9 janvier 2016, lors de l'hommage aux victimes de l'Hyper-Cacher, « il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », avait déclenché un tir de barrages des chercheurs en sciences sociales, amenant l'hôte de Matignon à revenir un peu en arrière quelques mois plus tard<sup>6</sup>.

(1) Vanessa Ciodaccioni, *Justice d'exception : l'État face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS éditions, 2015, p. 7 ; Lisa Bogani, Julien Bouchet, Philippe Bourdin et Jean-Claude Caron (dir.), *La République à l'épreuve des peurs : de la Révolution à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

(2) François Molins, « Le déclin de l'EI renforce le risque d'attentat », *Le Monde*, 3 septembre 2016.

(3) François Molins, « Le déclin de l'EI renforce le risque d'attentat », *Le Monde*, 3 septembre 2016 ; la citation du magistrat se trouve dans Soren Seelow, « Le retour des djihadistes, un lourd défi pour la France », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> décembre 2016.

(4) J. Raflik, *Terrorisme et mondialisation...*, *op. cit.*, p. 324.

(5) Heinz-Gerhard Haupt, « L'entretien », *Fellows*, 3, 1<sup>er</sup> mars 2016.

(6) Voir Bernard Lahire, *Pour la sociologie : et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.

À leur tour, les historiens se confrontent à une question pour eux assez inhabituelle, celle de la dimension normative et prescriptive de leurs recherches : autre sujet de discussion que nous ne pouvons pas aborder dans le cadre de cet article.

L'actualité dramatique de ce que nous vivons en France nous a donc inspiré ces quelques réflexions. Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, il s'agissait pour nous de poser des questions plutôt que d'apporter des réponses. Cet exercice nous conduit à penser qu'il serait utile de mener un travail collectif approfondi, à caractère interdisciplinaire, entre les chercheurs de l'Italie des « années de plomb » et les spécialistes des mouvements jihadistes extrémistes, afin de mieux saisir la complexité des phénomènes de violence et de terrorisme. Entre les recherches uniquement focalisées sur les plus récents attentats qui ont touché la France (et la toucheront sans doute encore) et les vastes études globales et internationales sur le terrorisme, ce terrain plus circonscrit d'observation fournirait, croyons-nous, une échelle d'analyse pertinente pour identifier avec netteté points communs et différences entre les deux cas d'étude, et donc mieux cerner les réalités de chacun des deux.

Le programme de travail devrait bien évidemment être défini avec précision. À notre avis, il faudrait, entre autres, intégrer une ample histoire sociale du terrorisme, qui ne nierait en rien ses dimensions politique d'un côté, religieuse et politique de l'autre, mais compléterait l'une et l'autre, recourir à une approche anthropologique pour restituer les logiques des acteurs des violences qui ferait la part belle à la fois à leur rationalité et à leurs subjectivités, examiner les politiques publiques envers le terrorisme en les inscrivant dans les cultures politiques nationales et les modalités de construction et de légitimation des différents appareils étatiques<sup>1</sup>.

*Marc Lazar,  
Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP),  
75006, Paris, France.*

---

**Marc Lazar** est professeur d'histoire et de sociologie politique, à Sciences Po Paris, où il dirige le Centre d'histoire (CHSP). Ses recherches sur l'Italie contemporaine portent actuellement sur la période des « années de plomb ». Il est également spécialiste des gauches en France, en Italie et en Europe, en particulier dans leurs relations à l'État. Il s'intéresse enfin aux phénomènes des populismes dans une perspective historique et sociologique. (marc.lazar@sciencespo.fr)

---

(1) Nous remercions Lorenzo De Sabbata, Luca Falcicola, Jean-Pierre Filiu et Guido Panvini pour leurs commentaires et suggestions.